Bouteflika reste, mais à quel prix ?

Qui l'eût cru ? Menacé de départ il y a à peine quinze jours, le président algérien se redresse et oublie, du coup, ses promesses. La raison ? Il s'est retrouvé au centre de stratégies qui nous échappent, celle des Occidentaux obnubilés par l'Aqmi et celle des partis de Sant'Egidio obsédés par la mise à l'écart de l'armée algérienne.

Par Mohamed Benchicou

La petite phrase est de Mourad Medelci et date du 7 mars : le président Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis 1999, n'a pas l'intention de partir avant la fin de son troisième mandat en 2014. Finies les craintes, d'il y a à peine quinze jours, de la contagion tunisienne et égyptienne ; finies les rumeurs qui prédisaient un président annonçant aux Algériens son intention de ne plus se présenter aux prochaines élections et de quitter même le pouvoir avant le terme du troisième mandat pour raison de santé. Fini l'affolement. L'heure est à la bravade : «Le président a été élu pour un mandat qui lui permet de rester aux commandes jusqu'en 2014. Il a été élu et bien élu», a répliqué le ministre algérien à ceux qui n'auraient pas encore saisi la fermeté du message et qui auraient cru aux révélations de WikiLeaks sur les fraudes aux élections de 2009. Malade, dites-vous ? Pensez donc ! Medleci est catégorique : «Permettez-moi de vous rassurer, sa santé est excellente.» Et qu'importe si l'on sait, toujours par WikiLeaks, que le président souffre d'un cancer ! On peut très bien gouverner avec ça ! La résurrection s'accompagne, comme de juste, d'une amnésie. Oubliées les promesses d'ouverture du champ politique et médiatique, de démocratisation de la vie publique.

C'est sans état d'âme que le ministre de la Communication, Nacer Mehal, a révélé que l'ouverture du champ audiovisuel en Algérie n'est pas pour demain. «L'ouverture du champ audiovisuel n'est pas encore à l'ordre du jour», a-t-il affirmé, péremptoire, devant la presse, en marge de l'ouverture de la session de printemps du Parlement. M. Mehal a même mis la forme pour paraître le plus méprisant possible. «Je précise, je dis bien, elle n'est pas encore à l'ordre du jour», et d'insister encore : «J'ai bien utilisé le mot encore.»

Dans le même temps, l'infatigable Medelci, qui ne craint décidément pas de se contredire, annonçait fièrement, ce mardi 8 mars, que les frontières entre l'Algérie et le Maroc, fermées depuis 1994, ne se rouvriront pas de sitôt. «L'ouverture de la frontière algéro-marocaine n'est pas à l'ordre du jour et nous n'avons mandaté personne pour discuter de cela.» Il y a à peine quinze jours, le mercredi 23 février, sous la pression des évènements et l'influence des Américains, le même Medelci annonçait, lors d'une conférence de presse, que l'Algérie travaillait à accroître ses relations avec «ses amis et frères marocains» et nous apprenait que le Maroc et l'Algérie avaient convenu d'une «initiative politique» destinée à renforcer leurs relations bilatérales.

Plus question de cela.

Sauvé par l'Aqmi !

Bref, on l'a compris, ce n'est plus cette Algérie de Bouteflika diminuée diplomatiquement qui parle aujourd'hui ; ce n'est plus celle-là, ébranlée par les évènements de Tunisie et d'Égypte, fragilisée, assimilée aux pouvoirs dictatoriaux du monde arabe et que les évènements avaient conduit à se justifier puis à faire des concessions, qu'on entend.

C'est une autre, regaillardie, qui n'a plus besoin de négocier ses soutiens extérieurs pour rester au pouvoir.

Ce sont ces soutiens extérieurs, justement, qui expliquent ce retour en grâce.

Les évènements de Libye et la crainte d'une offensive islamiste sur le Maghreb ont fait reculer les Etats-Unis et les capitales européennes qui, au début du mois de février, exhortaient le pouvoir de Bouteflika à «un vrai changement». Le président Obama, rappelons-nous, au lendemain de la levée de l'état d'urgence, s'était dit «impatient de voir les prochaines mesures qui seront prises pour permettre aux Algériens d'exercer pleinement leurs droits universels, dont la liberté d'expression et d'association». Et, c'est dans cette perspective que les États-Unis continueront à coopérer avec l'Algérie, avait-t-il ajouté.

Avant lui, le secrétaire d'État adjoint chargé des Affaires politiques, William Burns, en visite à Alger, avait parlé de «peuples en quête de liberté, de dignité et d'opportunités», précisant que «la réponse à ces aspirations devrait être "la plus ouverte, la plus sérieuse, la plus claire et le plus tôt possible"». Jusqu'à la fin février, les Américains attendaient donc Bouteflika sur le «vrai changement»

Puis tout bascula.

Devant la détérioration de la situation en Libye et l'affaiblissement de la Tunisie, les États-Unis changent de discours. Oubliées les critiques et les mises en garde qui ont suivi les marches empêchées de l'opposition à Alger. Place à un discours positif et conciliant à l'égard du pouvoir algérien. «Les Américains et les Français veulent éviter que le régime algérien ne tombe aussi, parce qu'il peut jouer un rôle-clé pour stabiliser le Grand Maghreb et éviter qu'Al Qaïda ne profite du chaos», explique un analyste algérien au journal *Sud-Ouest*. «Le fait que l'opposition peine à mobiliser joue en faveur du pouvoir», ajoute-t-il.

Photo : Samir Sid

«Pour les Américains, une instabilité générale dans tout le Maghreb – même momentanée – pourrait favoriser Al Qaïda. Dans le rapport du Congrès américain sur l'Algérie, les craintes américaines sont clairement exprimées.

Du coup, ils préfèrent épargner le régime algérien et lui faire jouer le rôle de stabilisateur dans la région, en limitant notamment les risques d'une implantation d'Aqmi chez les voisin», analyse le journal électronique *TSA*.

Tout cela est parfaitement exprimé par Daniel Benjamin, coordonnateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat lors d'une conférence de presse qu'il a animée au siège de l'ambassade américaine à Alger. Interrogé sur un éventuel «changement démocratique» qui serait recommandé par le gouvernement américain aux Algériens, le conférencier s'en est vertement défendu, affirmant que «ce n'est pas aux Etats-Unis de prescrire quoi que ce soit», insistant au passage que «c'est aux Algériens de déterminer leur sort». Les Etats-Unis s'interdisent «toute tentative d'ingérence dans les affaires internes d'un pays».

À quel prix ?

Voilà donc le régime algérien relancé.

A quel prix le pouvoir va-t-il se maintenir ? D'abord par un surcroît de répression. L'Etat-Bouteflika ne peut pas lever l'état d'urgence ni démocratiser la vie publique ni ouvrir le champ médiatique parce qu'il ne s'impose à la société algérienne que par la répression, le garrottage des libertés, la censure, l'interdit. Ainsi, 24 heures après avoir annoncé la «levée imminente de l'état d'urgence», le pouvoir a-t-il annoncé que la marche prévue samedi 26 février à Alger sera interdite !

Autrement dit, la levée d'urgence est de la poudre aux yeux.

Ce même Etat ne peut pas résorber le chômage ni le malaise social parce que, n'étant pas dans la gouvernance mais dans le contrôle de la population, il n'a pas de projets d'investissement pour de grands chantiers qui relanceraient l'emploi. Etant dans le contrôle de la population, il ne peut concéder aucune liberté, y compris la liberd'entreprendre !

Ensuite, par un déclin économique. Etant un Etat étranglé par la corruption, cet Etat est incapable de financer un projet d'investissement sans que l'essentiel des fonds n'atterrissent dans des comptes bancaires suisses ouverts par les dirigeants eux-mêmes ou leurs prête-noms.

Photo : Djallel B.

Etant un pouvoir archaïque, il ne dispose pas d'institutions modernes capables de concevoir un plan de sortie de crise et de moderniser l'économie.

Rappelons-nous : l'Etat-Bouteflika, n'ayant pas de projets d'investissement pour de grands chantiers qui relanceraient l'emploi, avait tout simplement légalisé le trabendo, le marché informel ! Le premier à avoir cédé, sous l'emprise de l'ébullition sociale suite aux émeutes de janvier 2011, est le président Bouteflika. Lors d'un Conseil des ministres, il a donné consigne au gouvernement d'«alléger» les formalités et procédures destinées au transfert du commerce informel sur la voie publique vers des sites aménagés.

Même le patronat partage ces craintes. Les chefs d'entreprise réunis au sein de l'organisation patronale FCE, et qui ont tenu mercredi une réunion pour évaluer les mesures présidentielles, s'étaient dits déçus par lesdites mesures économiques annoncées, mardi 22 février en Conseil des ministres.

«Si le gouvernement veut réellement créer des emplois, il doit libérer les initiatives et laisser les gens travailler», affirme le patron d'une société privée au journal électronique *TSA*.

Les patrons s'étaient quittés divisés et inquiets. «Il ne s'agit pas d'un problème d'argent, les banques regorgent de liquidités. Le problème réside dans les obstacles presque infranchissables dressés par le gouvernement sur le chemin des chefs d'entreprise pour investir et utiliser cet argent», avoue le directeur d'une entreprise privée au même journal Des chefs d'entreprise se sont opposés à la rédaction d'un communiqué pour applaudir les mesures présidentielles, comme proposé par des membres du Forum. Bref, le pouvoir, piégé de toutes parts, incapable de proposer une alternative à la revendication nationale et internationale, mais déterminé à rester sur le trône, apparaît aujourd'hui dans toute son impuissance.

Pour caricaturer, il préfère apparaître comme le gouvernement du vendeur à la sauvette plutôt que de céder la place !

Aussi, faut-il s'attendre à une brusque flambée de mécontentement et prédire que le (brusque et aléatoire) soutien américain ne sera pas suffisant pour épargner au pouvoir algérien le même sort que les régimes tunisien, égyptien et libyen.

Dans une récente étude pour évaluer le risque d'instabilité des pays du monde arabe, rapportée par le quotidien français *le Figaro*, la très sérieuse banque américaine Merrill Lynch classe l'Algérie à la quatrième place des pays les plus susceptibles de basculer dans une révolution, derrière le Yémen, la Syrie et la Libye. Le classement prend en compte de nombreux indicateurs comme le niveau de pauvreté, le chômage des jeunes ou le type de régime politique.

C'est dire…

M. B.